

Coface: Les gros risques qui pèsent sur le Maroc

• Déséquilibres budgétaires, coût de la dette...

• La hausse des prix de l'énergie affecterait la compétitivité

• Taux de croissance de 3,3% en 2019, notation A4

SUR le Maroc, Coface se montre confiante. A l'occasion de son colloque annuel consacré aux risques pays et sectoriels, le spécialiste mondial de l'assurance-crédit a livré, le 5 février 2019 à Paris, ses prévisions économiques actualisées et ses notations risque pays.

Le Royaume voit sa notation A4 (risque convenable et meilleure note en Afrique du Nord) confirmée autant en matière d'évaluation des risques pays que d'environnement des affaires. En comparaison, la Tunisie et l'Algérie se sont vues attribuées la note C (risque élevé), la Libye E (risque extrême) et l'Egypte B (assez élevé).

S'agissant des perspectives pour le Maroc, Coface prévoit un taux de croissance de 3,3% en 2019 contre 3,1% en 2018. C'est 0,4 point de plus que la projection du HCP. Ainsi, la croissance

Principaux indicateurs économiques				
	2016	2017	2018 (e)	2019 (p)
Croissance PIB (%)	1,2	4,3	3,1	3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,8	1,6	1	1,6
Solde public / PIB (%)	-4,3	-3,4	-3,9	-3,8
Solde courant / PIB (%)	-4,5	-3,7	-4,3	-4
Dettes publiques / PIB (%)	81,6	82	82,6	82,9

(e): Estimation (p): Prévision
Source: Coface

D'après les prévisions de Coface, le Maroc devra enregistrer un taux de croissance de 3,3% cette année. Quant à la dette publique, elle devrait rester stable

des ménages que la compétitivité des entreprises.

Initialement prévu à 3% du PIB, le déficit budgétaire a légèrement augmenté en 2018. Une progression moins importante qu'attendue des recettes a fait dévier la trajectoire des finances publiques. Les efforts de consolidation budgétaire entamés en 2013 ont conduit à une stabilisation progressive du déficit, mais le gouvernement entend accroître les dépenses en 2019 pour faire face à un environnement conjoncturel jugé risqué.

Les investissements publics sous forme de grands projets devraient se poursuivre, mais ils devraient être rationalisés. Les nouvelles embauches dans les minis-

à s'accroître. Le Maroc pourrait passer dans la catégorie spéculative, ce qui ferait augmenter le coût de sa dette au moment où il fait son retour sur le marché international.

Du côté des comptes extérieurs, un marché du phosphate favorable, des exportations automobiles et aéronautiques résilientes et la hausse des revenus touristiques devraient compenser en partie la

hausse du coût des énergies en 2019. Le déficit courant devrait se résorber légèrement. Les réserves de changes resteront confortables. La faible exposition du pays aux marchés des capitaux internationaux devrait en outre le protéger de la volatilité des flux de capitaux. Le pays a néanmoins sollicité une nouvelle ligne de précaution auprès du FMI. □

F. Z. T.

Montée du risque social

LA note de Coface alerte sur le risque social: «La coalition issue des élections législatives de 2016 menée par le PJD semble fragile...». «Le chef de gouvernement Saâdeddine El Othmani est contesté dans sa gestion de plusieurs dossiers (mouvement de boycott qui visait plusieurs grands groupes marocains, changement d'heure, accident ferroviaire) et commence à pâtir d'un manque de crédibilité. Face à l'intensité de la mobilisation sociale, le budget 2019 prévoit d'amorcer un virage social avec davantage de moyens alloués à la santé et à l'éducation», ajoute l'institution. Dans le même temps, «Saâdeddine El Othmani s'est engagé à poursuivre plusieurs réformes encore impopulaires telles que la hausse des taxes sur la plus-value immobilière ou la réglementation du transport routier...». □

devrait légèrement augmenter grâce à une hausse attendue du PIB agricole. Les importantes précipitations laissent augurer une bonne campagne agricole 2018/2019. La croissance de la valeur ajoutée dans les secteurs secondaires et tertiaires devrait continuer de porter l'activité, soutenue par une demande interne robuste et des exportations résilientes malgré le ralentissement de la croissance européenne. Les perspectives domestiques favorables et les incitations fiscales devraient favoriser l'investissement privé et compenser la baisse des investissements publics en 2019. L'inflation resterait modérée, mais la hausse des prix de l'énergie devrait affecter aussi bien le pouvoir d'achat

tères de la Défense et de l'Intérieur feront augmenter le poids de la masse salariale. Dans le même temps, l'accent mis sur les dépenses sociales de santé et d'éducation devrait se traduire par une hausse des dotations aux ministères concernés.

La hausse du prix du pétrole accroîtrait, en outre, la charge des subventions qui est estimée à 1,3% du PIB. Les dépenses seraient en partie financées par la hausse de certaines taxes (tabac, IS) et par des privatisations. Cette déviation inquiète les agences de notation. S&P a, en effet, revu en octobre 2018 la perspective de la note souveraine du pays de stable à négative tout en avertissant les autorités qu'elle pourrait être déclassée si les déséquilibres budgétaires venaient